

Paris, le 31 décembre 2010

Date d'entrée en vigueur :
02 janvier 2011

**DIRECTION
DE LA PROTECTION JUDICIAIRE DE LA JEUNESSE**

LE DIRECTEUR

Le Directeur de la Protection Judiciaire de la Jeunesse

à

1. Pour attribution

Mesdames et Messieurs les directeurs interrégionaux
Mesdames et Messieurs les directeurs territoriaux
Monsieur le directeur de l'Ecole Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse

2. Pour information

Mesdames et Messieurs les premiers présidents des cours d'appel
Mesdames et Messieurs les procureurs généraux près lesdites cours
Messieurs les présidents des tribunaux supérieurs d'appel
de Saint Pierre et Miquelon et de Mamoudzou
Messieurs les procureurs de la République près les tribunaux supérieurs d'appel
de Saint Pierre et Miquelon et de Mamoudzou
Mesdames et Messieurs les présidents des tribunaux de grande instance
Mesdames et Messieurs les procureurs de la République
Madame la directrice des Services Judiciaires
Monsieur le directeur des Affaires Civiles et du Sceau
Madame la directrice des Affaires Criminelles et des Grâces
Monsieur le directeur de l'Ecole Nationale de la Magistrature
Madame la directrice de l'Ecole Nationale des Greffes

N° NOR :

N° CIRCULAIRE : DPJJ – SDK – K2

MOTS CLES : *Protection judiciaire de la jeunesse, délinquance des mineurs, assistance éducative, protection, aide à la décision des magistrats, amélioration de la qualité de l'investigation, mesure judiciaire d'investigation éducative mineur, modularité, débat contradictoire, formation dédiée, services éducatifs, juge des enfants, parents, restitution, avocats, juge des enfants,*

TITRE DETAILLE : Circulaire d'orientation relative à la mesure judiciaire d'investigation éducative.

PUBLICATION : La présente circulaire sera publiée au Bulletin Officiel. Elle est également disponible sur le site INTRANET de la DPJJ.

DPJJ

13, place Vendôme
75042 Paris Cedex 01
Téléphone : 01 44 77 60 60
Télécopie : 01 44 77 70 60

L'article 8 de l'ordonnance du 2 février 1945 prévoit que le juge des enfants effectue toutes diligences et investigations utiles pour parvenir à la connaissance de la personnalité du mineur ainsi que des moyens appropriés à sa rééducation (situation matérielle et morale de la famille et conditions d'éducation, personnalité et antécédents du mineur, fréquentation scolaire et attitude à l'école, santé, développement psychologique).

L'article 12 de ladite ordonnance prévoit que le service de la protection judiciaire de la jeunesse compétent établit, à la demande du procureur de la République, du juge des enfants ou de la juridiction d'instruction, un rapport écrit contenant tous renseignements utiles sur la situation du mineur ainsi qu'une proposition éducative ; ce rapport doit obligatoirement figurer dans certaines procédures limitativement énumérées par cet article.

L'article 1183 du code de procédure civile prévoit qu'en assistance éducative, le juge peut, soit d'office, soit à la requête des parties ou du ministère public, ordonner toute mesure d'information concernant la personnalité et les conditions de vie du mineur et de ses parents.

Si en matière d'assistance éducative la démarche d'investigation est une possibilité offerte au juge, en matière pénale il s'agit d'une obligation.

L'article 7 du décret du 9 juillet 2008 relatif à l'organisation du ministère de la Justice et des libertés confie à la direction de la protection judiciaire de la jeunesse la responsabilité de garantir directement ou par son secteur associatif habilité, une aide aux décisions de l'autorité judiciaire.

Dans ce cadre, la présente circulaire d'orientation précise les modalités de réalisation d'une investigation dans le cadre des procédures civiles et pénales pour mineurs par les services de la protection judiciaire de la jeunesse, secteur public et secteur associatif habilité.

Les services du secteur public et du secteur associatif habilité de la protection judiciaire de la jeunesse réalisent des investigations dans le cadre pénal et en assistance éducative au travers de Mesures Judiciaires d'Investigation Educative (MJIE).

Les services du secteur public de la protection judiciaire de la jeunesse réalisent dans le cadre pénal les mesures prévues par l'article 12 de l'ordonnance du 2 février 1945 à travers le recueil de renseignements socio-éducatifs (RRSE).

I. La mesure judiciaire d'investigation éducative (MJIE)

1.1. Définition

La mesure judiciaire d'investigation éducative est ordonnée durant la phase d'information (procédure d'assistance éducative) ou durant la phase d'instruction (cadre pénal) par un juge ou une juridiction de jugement.

A cet effet, quel que soit le fondement civil ou pénal¹, la mise en œuvre et le déroulement de la mesure doivent être guidés par le principe de l'intérêt supérieur de l'enfant² et le respect du cadre posé par la décision judiciaire.

¹ Résolution du Parlement européen du 21 juin 2007 sur la délinquance juvénile : *Journal officiel de l'Union européenne*, C146 E/350 § 20 du 12 juin 2008

² Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant, du 20 novembre 1989, et notamment ses articles 3, 37 et 40

Son objectif est de recueillir des éléments sur la personnalité du mineur, sur sa situation familiale et sociale et sur le sens des actes qu'il pose ou qu'il subit.

Dans le cadre d'une procédure d'assistance éducative, les informations et les préconisations contenues dans le rapport écrit doivent permettre au juge de vérifier si les conditions d'une intervention judiciaire sont réunies et de proposer si nécessaire des réponses en termes de protection et d'éducation, adaptées à la situation des intéressés.

La mise en œuvre de l'investigation produit par elle-même souvent un changement dans les familles, en leur permettant d'entrer dans une démarche dynamique et peut contribuer à dénouer une situation de crise ou de blocage et ainsi éviter ou limiter le temps d'une intervention éducative judiciaire.

Pour autant, l'objectif de la MJIE n'est pas une action d'éducation. Elle est par essence une démarche dynamique de recueil d'éléments, de compréhension éclairant la situation, de vérification des conditions prévues par la loi pour l'intervention judiciaire, d'observation, d'analyse partagée puis d'élaboration de propositions. Elle s'attache à évaluer la situation d'un mineur et à apprécier notamment les conditions d'exercice de l'autorité parentale et ses effets vis-à-vis de l'enfant.

La MJIE est une mesure judiciaire qui se distingue des évaluations prévues par la loi de protection de l'enfance du 5 mars 2007, réalisées dans le cadre des cellules de recueil des informations préoccupantes des conseils généraux. Si l'évaluation, dans le cadre administratif, permet d'apprécier les informations préoccupantes et de les traduire ensuite éventuellement en signalement, elle ne peut être imposée aux intéressés.

A l'inverse, la MJIE est réalisée dans un cadre contraint par la décision judiciaire ; elle est non susceptible d'appel. En outre, toute démarche d'investigation doit prendre en compte le principe du contradictoire, caractéristique du processus judiciaire.

Enfin, l'investigation se distingue de l'expertise, démarche confiée à un ou plusieurs experts pour donner un avis sur les éléments de la situation du mineur et selon des aspects référencés à une discipline.

1.2. Les contenus de la MJIE

Les services mettant en œuvre la MJIE rassemblent les éléments permettant aux magistrats de vérifier que les conditions de leur intervention sont réunies, en fonction de leur champ de compétence.

Ces éléments doivent porter :

En assistance éducative sur : la personnalité et les conditions de vie du mineur et de ses parents, l'existence d'un danger pour la santé, la sécurité, la moralité de l'enfant, le caractère gravement compromis de ses conditions d'éducation et de son développement physique, affectif, intellectuel et social (art. 375 du CC et 1183, 1184 du NCPC).

En matière pénale sur : la situation matérielle et morale de la famille, la personnalité et les antécédents du mineur, sa fréquentation scolaire, ses aptitudes et son attitude à l'école, les conditions dans lesquelles il a vécu ou a été élevé, sa santé, son développement psychologique, les moyens appropriés à son éducation (article 8 et article 8-1 ordonnance du 2 février 1945).

L'ensemble de ces informations est à articuler et à mettre en cohérence avec les dispositions de la circulaire d'orientation sur l'action d'éducation dans le cadre pénal³.

Que ce soit dans le cadre civil ou pénal, l'investigation recueille les éléments du parcours antérieur du mineur et les éventuelles réponses sociales, administratives et judiciaires apportées dans le passé, dans l'objectif de construire des propositions en se fondant sur ce qui a déjà permis ou pas des évolutions de la situation.

Les professionnels analysent ces éléments et élaborent des hypothèses de réponses éducatives et de protection.

Dans les deux domaines, civil et pénal, à partir du recueil de ces informations, les professionnels doivent tendre, d'une part à l'objectivation de la situation en croisant leurs analyses des éléments recueillis à l'appui d'un travail interdisciplinaire⁴, d'autre part à rendre compte de la complexité des problématiques.

Dans ce processus dynamique, le cadre de direction propose au juge la synthèse de cette analyse et le cas échéant une ou plusieurs propositions éducatives. Il peut conclure à l'absence de nécessité d'un suivi éducatif. Dans toutes les préconisations, il doit préciser les avantages et inconvénients supposés de chaque choix possible ainsi que sa faisabilité.

1.3. Les caractéristiques de la MJIE

La MJIE est interdisciplinaire et modulable dans son contenu et sa durée. Les modalités de sa réalisation sont définies d'une part selon le cadre d'exercice pénal ou civil, d'autre part selon la situation singulière du mineur concerné et enfin selon la prescription du magistrat.

Interdisciplinarité :

La diversité des éléments à explorer nécessite l'apport de compétences diversifiées et impose une approche interdisciplinaire de la situation du jeune et de sa famille. Cette approche se réalise à partir notamment de la composition pluridisciplinaire du service : cadres de direction, éducateurs, psychologues, assistants de service social.

Selon les situations, ces ressources internes peuvent être enrichies par des professionnels recrutés par vacation, ou par le biais de conventions : médecin psychiatre, psychologue, pédiatre, pédopsychiatre, services spécialisés (Hôpitaux, CMPP, PMI, centre d'examen de santé...) conseiller d'orientation et/ou d'insertion, ou d'autres spécialités (médiateurs culturels, services de prévention...)

Modularité :

Au regard de la diversité des situations, d'éventuelle(s) intervention(s) éducative(s) antérieure(s), l'investigation peut porter sur des domaines plus ou moins étendus. La modularité de la mesure d'investigation répond à la nécessaire prise en compte de la spécificité des situations. Il appartient au magistrat prescripteur de déterminer le contour de l'investigation, en décidant, à tout moment de la procédure, de l'opportunité ou non de l'approfondissement d'une problématique spécifique.

³NOR : JUSF1050001C. Circulaire de la DPJJ du 02 février 2010 relative à l'orientation sur l'action d'éducation dans le cadre pénal

⁴ Le terme interdisciplinaire renvoie au processus de travail, celui de pluridisciplinaire à la constitution des services.

Ainsi, la MJIE est réalisée à partir du recueil d'informations incontournables pour chaque cadre (civil ou pénal)⁵, sachant que de nombreux items leurs sont communs. Des hypothèses de réponses en termes d'action d'éducation et/ou de protection sont élaborées à partir de l'analyse de ces informations.

Le cas échéant, un ou des modules d'approfondissement explorant, par une approche spécifique, des problématiques particulières repérées d'emblée ou au cours de l'investigation peuvent être ordonnés. Le recours à un module d'approfondissement nécessite que le magistrat précise dans ses attendus l'élément ou les éléments qu'il estime déterminant à sa prise de décision. Une liste non exhaustive de modules⁶ d'approfondissement est établie dans les différents cadres, civil ou pénal, auxquels le juge pourra se référer le cas échéant.

Ainsi, la MJIE peut être utilisée selon deux modalités :

- Le juge ordonne une MJIE : *a minima* et de manière incontournable l'investigation est réalisée en référence à l'ensemble des items posés par la loi. En cours de procédure, au regard de la situation, il peut d'initiative ou sur proposition du service ou des parties, ordonner un approfondissement de l'investigation sur une problématique spécifique.
- Le juge ordonne une MJIE en précisant qu'il souhaite dès le début de la procédure un ou des modules d'approfondissement.

Dans le cas particulier des situations d'urgence permettant au procureur de la République de confier un mineur à un établissement ou à un tiers, à charge de saisir le juge des enfants compétent dans les huit jours⁷, si ce dernier ordonne une MJIE, le service rend un rapport d'étape pour le jour de l'audience, imposée dans le délai de 15 jours de la saisine du juge. Sur la base de ces éléments particuliers (pertinence, adaptation, bien fondée du placement en urgence), le magistrat évalue la nécessité de maintenir ou non la décision conservatoire initiale prise en urgence. La mesure judiciaire d'investigation éducative, si nécessité, se poursuit ensuite tel que décrit dans cette circulaire.

Adaptabilité du délai de réalisation :

Dans le cadre de l'assistance éducative, dès lors que le magistrat ordonne une mesure provisoire (placement) le délai dans lequel la MJIE doit être finalisée, s'inscrit dans le temps de procédure imposé au juge pour statuer au fond, à savoir 6 mois maximum.

Qu'il y ait ou non une mesure provisoire prononcée concomitamment, le délai de réalisation de la MJIE par le service tient compte des délais de notification et des délais de consultation des procédures par la famille et par les avocats qui imposent que le rapport parvienne 15 jours avant la date de l'audience.

Ainsi, quelle que soit la situation, en l'absence de mention relative au délai d'exécution fixé par le magistrat, le service réalise la MJIE dans un délai maximum de 5 mois suivant sa notification.

Le respect de ce principe garantit au parquet, au juge, à la famille, à l'établissement de placement éventuel et aux avocats la possibilité de prendre connaissance du dossier avant l'audience dans les conditions prévues par le décret du 15 mars 2002.

⁵ Cf annexes 1, 2

⁶ Cf annexes 3

⁷ Articles 375-5 du code civil et 1184 du nouveau code de procédure civile,

En matière pénale, le délai d'exécution est fixé par le juge en fonction des impératifs temporels de la procédure utilisée ou du contenu du dossier.

En assistance éducative comme en matière pénale, le magistrat peut ordonner un délai plus court pour exercer la mesure au regard des impératifs de la procédure.

Au regard d'éléments nouveaux, le magistrat peut, à son initiative ou sur proposition du service, à partir de la décision initiale, ordonner l'approfondissement d'une problématique spécifique.

Si, en cours de réalisation de la MJIE, une audience est prévue ou rendue nécessaire, le service communique au juge un rapport intermédiaire.

Lorsque l'hypothèse d'un placement est évoquée en cours de MJIE, le service informe le juge de l'orientation préconisée dans les plus brefs délais. Si le placement est décidé par le magistrat, le service élabore les modalités de mise en œuvre du placement dans le cadre de la mesure d'investigation initialement décidée et dans le temps de mesure restant.

1.4. Eléments incontournables de la MJIE

La conduite de la MJIE répond aux différentes exigences liées au secret professionnel, à l'information partagée et aux droits des usagers.

1.4.1 Une démarche dynamique impliquant les personnes

En assistance éducative, compte tenu des compétences des conseils généraux et des dispositions de l'article L 226-4 du code d'action sociale et des familles (CASF), de l'existence des mesures d'évaluation en protection administrative, le rôle de l'investigation judiciaire porte dorénavant sur des situations déjà connues des services sociaux et qui présentent une particulière complexité⁸.

En conséquence, les enjeux en termes de libertés individuelles sont d'autant plus importants et renforcent la nécessité d'un positionnement très clair au regard du cadre judiciaire contradictoire.

Ainsi, la manière dont l'investigation est conduite, dont le mineur et la famille sont associés, sont des éléments primordiaux de la qualité de l'investigation et de la compréhension par les intéressés de leur place et de leur rôle dans la procédure judiciaire.

En outre, l'expérience montre qu'une investigation de qualité permet souvent à la famille de s'approprier la manière d'envisager ses propres difficultés et ainsi de s'appuyer sur ses ressources pour trouver ses propres réponses. Ce processus facilite grandement les interventions éducatives ultérieures judiciaires ou administratives (milieu ouvert, placement), et peut rendre parfois celles-ci inutiles (non-lieu).

La dimension contradictoire de la procédure judiciaire conduit les professionnels à intégrer dans leur pratique l'analyse critique des informations obtenues, leur vérification et leur confrontation à l'avis des intéressés.

De même, elle nécessite que les conclusions de l'investigation soient systématiquement exposées aux intéressés et discutées avec eux avant d'être adressées au magistrat.

⁸ Hors les cas de saisine directe du magistrat.

1.4.2 La définition d'une méthode

1.4.2.1 une démarche professionnelle spécifique

Le recours à une posture professionnelle et à des outils adéquats est nécessaire dans le recueil de ce type d'informations. Ainsi les techniques d'entretiens doivent être adaptées à la recherche d'information et à l'élaboration d'hypothèses.

Dans ce sens, la MJIE peut, en parallèle, s'appuyer sur des activités de jour⁹, support privilégié de mobilisation des ressources du mineur, d'observation et d'évaluation de ses compétences et aptitudes sociales, cognitives et scolaires.

Les projets de service doivent clairement identifier l'ensemble de ces éléments, les méthodes et les outils utilisés pour conduire la MJIE. De même, les projets de service précisent les moyens d'actualisation des connaissances en termes de perfectionnement des professionnels (par exemple en matière de maltraitance, de périnatalité, d'agressions à caractère sexuel, en matière de stupéfiants,...)

1.4.2.2 Le traitement des informations recueillies

Le recueil d'informations doit conduire à l'émergence d'éléments vérifiés et d'hypothèses étayées tendant vers l'objectivité. Toutefois, ces éléments ne se suffisent pas à eux-mêmes pour caractériser la situation du mineur. C'est le croisement de ces informations, leur articulation avec des faits observés et des actes posés ou subis, leur mise en discussion et leur confrontation interdisciplinaire qui permettent d'élaborer des hypothèses valides, accessibles et acceptables.

Un travail d'analyse des éléments recueillis de manière interdisciplinaire est engagé avec les familles et les mineurs.

Ce travail d'élaboration est élargi, si nécessaire, aux différents acteurs extérieurs sollicités spécifiquement pour chaque situation : personnels concernés des services sociaux et médico-sociaux, médecine généraliste et/ou spécialisée, missions locales, centres sportifs et d'animation, établissements scolaires, brigade des mineurs ou de protection de la famille...

Le fonctionnement interdisciplinaire garantit la prise en compte des différentes dimensions personnelle, familiale et sociale des situations individuelles par les différents professionnels mobilisés.

Les temps d'élaboration collective constituent ainsi une méthode de travail essentielle dans la conduite de la MJIE qui permet de croiser les hypothèses formulées par des professionnels de disciplines différentes. Ces temps d'élaboration peuvent prendre la forme soit de points d'étapes réalisés à l'issue des entretiens, soit de réunions de synthèse élargies le cas échéant à la participation d'intervenants extérieurs.

Un travail de synthèse conclusive et d'écriture portant sur les différentes hypothèses de travail et d'orientation éducative est alors engagé par les différents professionnels.

La mise en œuvre de ces modalités de travail et l'animation des séquences sont garanties par le cadre de direction. Elles sont formalisées dans le projet de service sous la responsabilité du directeur de service.

⁹ Exemples : Activités collectives, groupes de paroles de parents...

1.4.2.3 La restitution

La restitution des conclusions de la MJIE constitue une étape essentielle dans le cadre du contradictoire.

A l'égard de la famille et du mineur, les conclusions de l'investigation sont systématiquement exposées aux intéressés et discutées avec eux avant d'être adressées au magistrat.

Ce principe réaffirme la nécessité de les associer à l'ensemble de la démarche. La phase de restitution à la famille revêt une grande importance. Elle permet au mineur et à ses parents d'exprimer leurs opinions et de se préparer à l'audience dans une dimension contradictoire.

Elle s'inscrit par ailleurs dans les dispositions relatives aux droits des usagers tels que définis aux articles L311-3 et L311-8 du code de l'action sociale et des familles¹⁰.

A l'égard du magistrat, la restitution à travers la rédaction du rapport de synthèse comprend : les éléments répondant aux conditions posées par la loi pour justifier l'intervention judiciaire (cf. 1.2), les réponses aux prescriptions particulières du magistrat figurant dans l'ordonnance, ainsi que des hypothèses de réponses préconisées (suites à donner, non-lieu à intervention éducative, proposition de consolidation de l'investigation par un module d'approfondissement)

Le rapport de synthèse est rédigé sous la responsabilité du cadre de direction ; il engage le service. Dans les services du secteur public, c'est le directeur de service qui transmet sous sa signature les rapports aux magistrats. Le rapport de synthèse fait apparaître les avantages et inconvénients pour chaque hypothèse énoncée et le cas échéant les éventuelles divergences de point de vue. Il priorise une hypothèse visant une réponse éducative et/ou de protection accessible et acceptable.

Chaque professionnel aura rédigé un rapport qui est joint au rapport de synthèse et transmis au magistrat. Les éléments constituant le rapport doivent répondre à l'ensemble des items précisés par la loi.

1.4.2.4 La transmission d'informations au service chargé de l'exécution de la mesure éducative.

Dans le cas où le juge ordonne, à la suite d'une MJIE, une mesure de milieu ouvert, un placement ou une mesure judiciaire d'aide à la gestion du budget familial, il y a lieu de garantir le partage de l'information avec le service chargé de la mesure éducative.

II. Le recueil de renseignements socio-éducatifs (RRSE)

L'appellation RRSE a été adoptée par la circulaire du 18 décembre 1996 en remplacement du terme « enquête rapide » utilisé jusqu'à cette date en référence aux prescriptions de l'article 12 de l'ordonnance du 2 février 1945. Le RRSE consiste à recueillir des informations permettant au magistrat de prendre une décision dans des situations particulières, caractérisées par l'immédiateté (défèrement) ou dans un temps limité (COPJ).

¹⁰ Les services d'investigation sont des ESSMS au sens de l'article L312-1 du CASF depuis 2005 (ordonnance n°2005-1477 du 1er décembre 2005). Au titre de l'article L312-1. IV du CASF, les dispositions des articles L311-4 à L311-7 ne s'appliquent pas à ces services.

Bien que le RRSE ne puisse à lui seul répondre au principe d'investigation obligatoire posée par l'article 8 de l'ordonnance de 1945, il garde toute sa légitimité dès lors que le procureur de la République, le juge des enfants ou le juge d'instruction se trouvent dans l'obligation¹¹ d'obtenir dans l'immédiateté un rapport des services du secteur public, contenant tout renseignement utile sur la situation du mineur ainsi qu'une proposition éducative.

Lorsque la détention provisoire est envisagée ou requise, le RRSE a pour objectif de faire des propositions éducatives immédiatement réalisables.

Lorsque le mineur est déjà connu des services éducatifs, il s'agit pour l'éducateur chargé du RRSE de prendre en compte les rapports écrits existants et d'associer les services ayant, ou ayant eu récemment en charge le suivi du mineur, à l'élaboration des propositions éducatives devant être présentées au magistrat.

Le RRSE doit également analyser l'impact de ce défèrement sur les actions d'éducation en cours et sur leur éventuelle adaptation. Ce travail d'analyse de la situation du mineur est conduit par les éducateurs chargés de la permanence éducative auprès du tribunal, en collaboration avec les professionnels en charge des mesures en cours et dans la mesure du possible en liaison avec le juge qui suit la situation du mineur.¹²

Lorsque le magistrat envisage la mise en détention, le service doit lui transmettre tous les éléments nécessaires à ce choix (personnalité du mineur, maintien des liens familiaux, projet éducatif possible à partir d'un lieu de détention, démarches de formation...)¹³. Quel que soit le cadre procédural¹⁴, le recueil d'informations et l'élaboration des propositions éducatives doivent, autant que possible, et dans le respect des délais impartis, associer l'ensemble des acteurs¹⁵ afin que les propositions éducatives présentées au magistrat s'inscrivent dans le principe de l'interdisciplinarité.

Le recueil d'informations est réalisé à partir de la trame nationale¹⁶ et contient l'analyse des éléments recueillis en proposant une synthèse écrite.

III. La professionnalisation des acteurs de l'investigation

3.1 La formation et le renforcement des compétences

L'investigation est une démarche qui nécessite méthode et technicité pour explorer toutes les dimensions de la vie de l'enfant et de la famille (capacités cognitives, aptitudes professionnelles, sociales, développement physique et psychologique, qualité des relations familiales et conditions d'éducation, réseaux de socialisation, environnement socio-économique...).

A cet égard, l'Ecole Nationale de Protection Judiciaire de la Jeunesse (ENPJJ) est chargée de mettre en œuvre une formation dédiée, dans le cadre des formations statutaire, continue et d'adaptation, portant sur les connaissances théoriques et l'utilisation des outils techniques et les supports méthodologiques existants.

¹¹ Article 12 de l'ordonnance de 1945

¹² Cf. circulaire AECP du 2 février 2010

¹³ Idem circulaire AECP.

¹⁴ Notamment COPJ (a. 8-1), comparution à bref délai (8-2), procédure de présentation immédiate (14-2)

¹⁵ Membres de la famille, proches, Services de MO, placement de la PJJ, du SAH ou de l'ASE

¹⁶ Note DPJJ/SDK/K2 du 21/04/09 relative à la diffusion de la trame nationale de rapport concernant le recueil de renseignements socio-éducatifs.

Le secteur associatif habilité pourra, s'il le souhaite, se rapprocher de l'ENPJJ pour participer à ces formations.

3.2 Le rôle des échelons déconcentrés

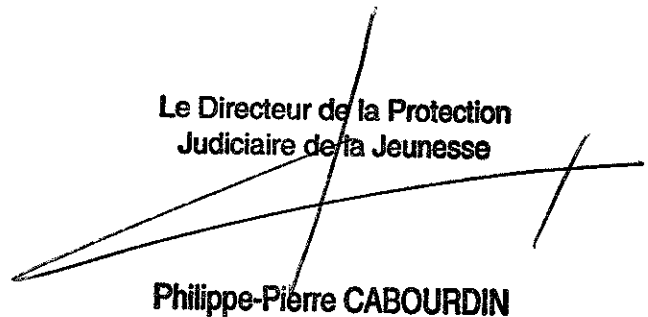
Les directeurs territoriaux veillent à rechercher par voie de protocoles locaux les ressources existantes sur le territoire, susceptibles d'améliorer la qualité de la démarche d'investigation, à partir de la mise en œuvre de compétences spécifiques (santé, santé mentale, périnatalité, école, PMI, insertion professionnelle...).

Les directions interrégionales procèdent par l'audit et le contrôle à l'examen des conditions de mise en œuvre de la présente circulaire.

La présente circulaire entre en vigueur le 2 janvier 2011. La circulaire d'orientation n° NOR JUS F 96 500 111, du 18 décembre 1996 relative à l'exercice des mesures d'investigation ordonnées par les juridictions pour mineurs est abrogée à compter du 30 juin 2011.

Des fiches méthodologiques à l'usage des professionnels, précisant des thématiques spécifiques à l'investigation sont annexées.

**Le Directeur de la Protection
Judiciaire de la Jeunesse**



Philippe-Pierre CABOURDIN